

La présence des organisations d'habitation autochtone en milieu urbain remonte à 1970. Elles ont lutté contre les privations disproportionnées dont souffrent les Autochtones en matière de logement et contre la discrimination dont ils sont victimes dans le secteur du logement tant public que privé, et leur ont procuré des habitations en tenant compte le plus possible de facteurs culturels appropriés dans le contexte des programmes publics de logements sociaux.

La présente étude examine la façon dont ces organisations se sont adaptées à l'évolution du contexte politique. Pour s'attaquer à d'autres aspects de la qualité de vie des Autochtones en milieu urbain, elles ont trouvé des façons innovatrices de réaliser leur mandat, agrandi leur portefeuille d'unités de logement et élargi leur champ d'activité, notamment en mettant en place des programmes de formation à l'emploi, des entreprises sociales et des services de garderie. L'auteur se penche sur quatre études de cas (les sociétés Kinew Housing à Winnipeg et Lu'ma Native Housing à Vancouver, la Corporation Waskahegen au Québec et la Métis Urban Housing Association of Saskatchewan) pour proposer des moyens d'améliorer la politique de l'habitation de façon à relever la qualité de vie des jeunes Autochtones urbains, dont le nombre s'accroît de plus en plus. Le réseau des associations d'habitation autochtone possède des réserves considérables d'aptitudes et de leadership, mais ces organisations ont besoin de l'appui de l'État pour transformer leurs innovations en programmes viables à moyen et à long terme.

Les exemples des sociétés Lu'ma et Kinew servent à illustrer la présence de capacités vigoureuses d'innovation et de leadership au niveau local. Les responsables de ces projets ont montré qu'ils sont capables d'améliorer la qualité de vie en milieu urbain en fonction des propres besoins des Autochtones, mais leurs ressources financières ne leur ont permis de construire qu'un petit nombre d'unités de logement. Par contre, l'association d'habitation métisse de la Saskatchewan et la Corporation Waskahegen, qui relèvent d'organisations provinciales, font preuve d'une grande efficacité et peuvent influencer l'orientation des politiques et des programmes, ce qu'une

association locale serait incapable de faire. Cependant, bien que des ressources additionnelles aient été consacrées au logement autochtone hors réserve en Saskatchewan et au Québec, on ne sait pas dans quelle mesure ces fonds serviront à construire de nouvelles habitations ou seront plutôt affectés à l'entretien du stock de logements actuel.

Au cours des 15 dernières années, les organisations d'habitation autochtone ont fait preuve d'imagination en s'attaquant aux défis soulevés par la réorientation de la politique de logement. Malgré cela, elles n'ont pas pu réaliser tout le potentiel d'ingénuité de leurs programmes, ou même mettre en place des activités répondant entièrement aux besoins des communautés, parce que le financement public ou bien était insuffisant, ou bien n'était pas rattaché à un programme national cohérent axé sur un ensemble précis d'objectifs et de cibles pour le logement social. Il importe que les gouvernements fournissent le cadre politique et les ressources dont ces organisations ont besoin pour construire des logements capables d'améliorer la qualité de vie des Autochtones en fonction de leurs propres besoins. En l'absence d'objectifs sociaux clairement définis et d'engagements financiers à long terme de la part de l'État, les associations de logement autochtone risquent de devoir consacrer une part trop grande de leur temps à solliciter des financements à court terme et à chercher des partenaires capables de renforcer leurs projets.

Les dirigeants des organisations de logement autochtone, les chercheurs universitaires, les leaders communautaires, les politiciens et les représentants du secteur public doivent accomplir deux tâches difficiles mais fondamentales pour marquer des progrès réels dans ce domaine : ils doivent préparer et mettre en œuvre un retour aux objectifs sociaux de la citoyenneté rattachés au droit au logement de tous les Canadiens, et ils doivent définir et mettre en pratique une vision inclusive de la citoyenneté qui stipule que, pour progresser, il faut que les Autochtones puissent contrôler eux-mêmes le contenu et le mode d'exécution des programmes ainsi que l'évaluation des résultats.